

Le dossier sur le Moyen-Orient se poursuit en pages 3 à 6

## LA CINQUIÈME GUERRE DE GAZA D'UN CRIME À L'AUTRE

par **DOMINIQUE VIDAL**

**A**ussi paradoxal que cela puisse paraître, il n'existe pas, dans le droit international, de définition consensuelle du **terrorisme**. Libre à chacun de forger la sienne. La mienne tient en une phrase : quiconque s'attaque à des civils innocents – en l'occurrence israéliens comme palestiniens –

commet un crime de guerre, voire contre l'humanité, qui relève donc du terrorisme. D'où mon refus du « deux poids deux mesures », dans un sens, comme dans l'autre. Le président de la République l'a très bien dit : « La vie d'un civil vaut celle d'un autre civil, quelle que soit sa nationalité. Une vie palestinienne vaut une vie française, qui vaut une vie israélienne [1]. » ■ ■ ■ (Suite en page 3)



## UNE SOCIÉTÉ EN VOIE DE « TRUMPISATION » !

par **PATRICK KAMENKA**

### Acquis sociaux

**L**a Conférence sociale convoquée le 16 octobre par Élisabeth Borne, la Première ministre, réunissant syndicats, patronat et gouvernement, a accouché d'une souris : pas d'indexation des salaires sur l'inflation, pas d'augmentation du Smic, aucune conditionnalité aux aides versées par l'État aux entreprises (160 milliards).

À l'ouverture de la conférence au *Conseil économique social et environnemental* (CESE), tenue dans un climat international et national tendu, Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, avait d'emblée souligné les enjeux rappelant que les syndicats avaient alerté l'exécutif depuis des mois sur l'urgence de la situation.

« Les salaires ont baissé alors que les prix des produits de première nécessité explosent ; la pauvreté est en progression continue depuis 2017, avec 9 millions de pauvres aujourd'hui en France ; la moitié des salarié-es du privé gagnent moins de 1,6 smic... c'est-à-dire 2012 euros/mois, montant en dessous duquel on ne peut pas se projeter sur l'avenir », a précisé la syndicaliste.

Pour la centrale de Montreuil : « Derrière ces chiffres, il y a surtout des millions de ménages qui ne peuvent pas épargner, qui ne peuvent pas payer d'activités extra-scolaires à leurs enfants, qui peinent à remplir leur frigo, qui ne peuvent pas partir en vacances... ». Face à ces chiffres implacables, Matignon s'est contenté d'annoncer la création d'un *Haut conseil des rémunérations* et d'un nouvel index de l'égalité professionnelle. L'écart des rémunérations entre hommes et femmes atteint 25% et « cela concerne 50% du salariat, à savoir les femmes ». ■ ■ ■ (Suite en page 8)



### Éditorial

## VENGEANCE OU JUSTICE ?

par **BERNARD FREDERICK**

**Q**ue cherchent Benjamin Netanyahu et ses complices fascistes, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir, à Gaza ? À venger les crimes terroristes commis par le Hamas le 7 octobre dernier ? À éradiquer le Hamas, comme ils le prétendent ?

Éradiquer le Hamas est impossible. Quant à la vengeance, elle n'a rien à voir avec la justice.

Les commandos du Hamas et du Jihad islamique ont tué 1 400 personnes, dont 300 militaires et des femmes, des enfants et des bébés. Une véritable orgie meurtrière qui a culminé à la rave party *Tribe of Nova*. Plus d'Israéliens sont morts le 7 octobre que pendant les cinq années de la seconde Intifada.

Rien ne peut excuser ces crimes qui entachent pour longtemps la juste cause palestinienne. Rien ne peut expliquer l'horreur dans laquelle Israël plonge femmes, hommes et enfants à Gaza. La vengeance entraîne la vengeance. Le crime répond au crime.

Israël a le droit de se défendre, nous dit-on. C'est se défendre que de massacrer une population sous un tapis de bombes ? C'est se défendre que de provoquer un gigantesque exode de centaines de milliers de personnes laissées sans toits, sans nourriture, sans eau et en proie au massacre ?

Le silence des dirigeants européens, à commencer par M. Macron et les Nord-Américains, est au moins aussi assourdissant que le bruit des bombes sur Gaza. Nous sommes face à une des plus violentes épurations ethniques de l'après-guerre et personne ne lève le petit doigt pour l'arrêter.

Si les auteurs des crimes du 7 octobre doivent être recherchés et punis, la punition collective qu'impose Israël à deux millions de Gazaouis n'a rien à voir avec la justice. Tout au contraire, elle bafoue le droit international et humanitaire.

Le Hamas et Netanyahu entraînent les deux peuples palestinien et israélien dans une impasse sanglante. Ils détruisent tous les efforts qui, d'un côté comme de l'autre, ont été faits pour la paix. À moins d'un sursaut de ce qu'on appelle la « communauté mondiale », la paix n'apparaît pas même à un horizon lointain.

Mais n'est-ce pas là le but commun des terroristes du Hamas et des fascistes israéliens ? ■

## CARNET

## GILLES PERRAULT



La vie au long cours de Gilles Perrault, né en 1931, s'est achevée le 3 août dernier dans le Cotentin qui lui avait inspiré *Le Secret du jour J*, prix du Comité d'action de la Résistance. Il avait commencé une carrière d'avocat, puis écrit quelques romans policiers avant de faire son service militaire dans un régiment de parachutistes pendant la guerre d'Algérie, ce qui lui permettait de produire son essai *Les Parachutistes*, quelques mois après l'échec du putsch d'avril 1961.

Peu à peu, se dessinent les multiples facettes de son activité : avocat, écrivain, reporter, journaliste, qui vont se mêler dans ses combats pour la justice et l'émancipation avec, notamment *Notre ami le roi* où il dénonce courageusement l'emploi de la torture par le régime marocain, ou un crime d'État avec l'assassinat à Paris du communiste égyptien Henri Curriel. Toujours il sera mobilisé contre la peine de mort, les abus des procédures policières ou judiciaires, pointées dans *Le Pull-Over rouge*, toujours pour la justice et l'émancipation, ne ménageant personne, s'inscrivant dans la mémoire résistante depuis la Commune de Paris de 1871 jusqu'à la Seconde Guerre mon-

diale, avec *L'Orchestre Rouge* ou le *Dictionnaire amoureux de la Résistance*, s'opposant radicalement à la résurgence de l'extrême droite.

Gilles Perrault laisse le souvenir d'un être infiniment fraternel, toujours disponible pour les bonnes causes. Un émouvant hommage, aussi pluriel que ses combats, lui a été rendu à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH)\*, fin octobre, à la mairie de Paris 14e. ■ **PNM**

\* Soirée animée par Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH, Alain Gresh, directeur du journal *OrientXXI.info*, Sylvie Braibant, journaliste (déroulé, voir <https://cutt.ly/DwRIJZXY>).

## MONIQUE HUCK

À l'occasion d'une campagne de renouvellement des abonnements à *La Presse Nouvelle Magazine*, nous avons la tristesse d'apprendre le décès de Monique Huck, adhérente de l'UJRE et abonnée depuis 2019. Nous présentons à Mario Huck et à sa famille nos plus sincères condoléances. ■ **UJRE et PNM**

## AGENDA DE LA MÉMOIRE

• **09/11 (1938) : Nuit des pogroms** dite « Nuit de cristal ». ■

• **09/11 : Journée mondiale pour un monde sans murs.** ■

• **11/11 (1918) :** Fin d'une guerre meurtrière qui faucha une génération de jeunes gens mais aussi de civils. Pétain, général coupable de haute trahison, a pratiqué les décimations contre les fraternisations et envoyé sans compter les soldats au sacrifice. Puis en 1940, avec son **Statut des Juifs**, il trouva assez bon d'achever d'exterminer les anciens combattants juifs. ■

• **11/11 (1940) :** Première forme d'opposition publique aux Allemands, la manifestation des étudiants patriotes, organisée entre autres par Guy Môquet, démontre leur volonté de résistance. Ils bravent tous les risques pour déposer des fleurs au pied de la statue de Clémenceau, sur la tombe du Soldat inconnu, ou pour descendre les Champs-Élysées en arborant le drapeau français. ■

• **12/11 (1988) : Alter Mojsze (Albert Goldman)**, père d'Evelyne, Pierre, Jean-Jacques et Robert, né à Lublin en 1909, homme « avec un accent chaleureux à la Popeck, typique des juifs d'Europe de l'Est », fut un fervent militant communiste qui quitta la Pologne antisémite pour s'établir en Allemagne puis en France avant la guerre. Il y a 45 ans, il fut **décoré de la Légion d'honneur** un mois avant sa mort, à 79 ans, en reconnaissance de ses activités de résistant lors de la Seconde Guerre mondiale. ■

• **20/11 (1954) : Journée mondiale de l'enfance, pour promouvoir le respect et les droits des enfants.** ■

## JEAN-PAUL DELÉAGE

Édith Deléage-Perstunski, adhérente UJRE et abonnée PNM, fille de *Srulek Perstunski*, ancien vice-président de l'UEVACJ et directeur du dispensaire *L'Aide Médicale de l'UJRE*, a la tristesse de nous faire part de la mort le 30 octobre de son époux, **Jean-Paul**, dont elle nous fournit quelques éléments biographiques :

Né en 1941, fils d'instituteurs laïques, professeur des universités à Orléans, il a créé le diplôme d'études approfondies Environnement-Temps-Espaces-Sociétés (ETES), l'un des premiers DEA pluridisciplinaires sur les questions écologiques.

Dans la continuité des engagements de l'UJRE pour un monde meilleur et en paix, partout et pour tous, il est successivement à Lyon, président de l'Association générale des étudiants, et secrétaire de l'Union des étudiants communistes, puis secrétaire adjoint national du Syndicat national de l'enseignement supérieur, membre de la Ligue communiste révolutionnaire puis des Verts. Il soutiendra plusieurs candidats à la présidence de la République, notamment Pierre Juquin.

Conseiller municipal du GREC (Groupe radical écologiste et citoyen) à Ivry-sur-Seine, son engagement de longue date lui valut, à la fois, d'être envoyé au bataillon disciplinaire lors de son service militaire et de recevoir la Légion d'honneur pour son travail pionnier sur l'écologie.

Il nous laisse plusieurs ouvrages dont son *Histoire de l'écologie* (Éd. La Découverte, 1991) et la revue *Écologie & Politique* qu'il cofonda en 1992. Retenons la phrase qu'il a soufflée à Jacques Chirac pour le quatrième Sommet de la Terre : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs.* » ■

Chère Édith, nous partageons ta grande tristesse et te transmettons, ainsi qu'à ta famille, nos plus affectueuses et sincères condoléances. ■ **UJRE et PNM**



## À VOS AGENDAS !

**03-16/11 :** L'artiste **Francine Mayran** entreprend depuis 2008 un parcours de mémoire pour réveiller les consciences et sensibiliser au danger du racisme, de l'antisémitisme et du rejet de l'autre. La municipalité de Fontenay-aux-Roses (92), dans le cadre du Mois de la mémoire, présente ses œuvres par une – **Exposition *Le Juste ou le refus de l'indifférence***.

*Mémoires partagées* pour rappeler « la valeur des Justes qui, par humanité, prirent des risques pour leur propre vie pour sauver celle d'autres. Ce sont des lumières

dans les ténèbres qui nous permettent de garder espoir en l'Homme. ». Y figurera aussi cette œuvre récente, **7 octobre 2023**, où elle exprime sa sidération devant l'horreur et son âme déchirée depuis ces drames monstrueux. **Le 06/11 : – Vernissage à 19h.**

– **Conférence à 20h. La place de l'art pour transmettre la mémoire de la Shoah et des autres génocides.** ■

**Médiathèque.** 6 Place du Château Sainte-Barbe. Fontenay-aux-Roses. Entrée libre du mardi au dimanche, de 14h. à 19h.

**12/11 à 15h.15 : Fable musicale – Rose en ciel – Vite !** Il est encore temps de réserver votre dimanche pour les **deux dernières représentations** du spectacle *Rose en ciel*\*. Écrite à partir de vieilles lettres des arrière-grands-parents de Mirèlè Rozen,

découvertes dans une malle, ce spectacle déroule un voyage imaginaire à la recherche d'une mémoire familiale oubliée. Humour, émotion, rêverie théâtrale, chants yiddish, hébreux, français, un spectacle à ne pas manquer ! Avec Mirèlè Rozen, Jean Birenbaum, Raphaëlle, mise en scène de Monique Vainberg, et les musiciens José Navas et Alexis Chalom. ■ **TA**

\* **Comédie Nation** 77 rue de Montreuil Paris 11°, les 12/11 et 10/12 à 16h30, 20€/18€ en prévente web ([www.comedie-nation.fr/content/rose-en-ciel](http://www.comedie-nation.fr/content/rose-en-ciel)), 13€ tarif réduit.

**19/11 à 15h.15 : Inauguration du Musée virtuel du Pourim shpil.** Dans le cadre des

*Journées Européennes de la Culture Juive*, l'UJRE\* a le plaisir de vous inviter à l'inauguration du

**Musée virtuel du Pourim shpil** avant sa mise en ligne publique, à l'Espace Rachi-Guy de Rothschild, 39 Rue Broca, Paris. Nous vous attendons nombreux.

**Réservation obligatoire :** <https://cutt.ly/pwRatjNW> ■

\* L'UJRE est membre du collectif demandant depuis 2013 l'inscription au Patrimoine Culturel Immatériel de l'Unesco du Pourim shpil, et qui a obtenu en 2016 son inscription au patrimoine culturel immatériel de la France.

**Communiqué**



## VIE DES ASSOCIATIONS

## ARRAS - DÉTERMINÉS FACE À L'OBSCURANTISME MEURTRIER !

Le métier d'enseignant, particulièrement tourné vers les autres, est l'un de ceux qui composent les piliers de toute démocratie. Par l'éducation à l'esprit critique, base de toute démarche de connaissance scientifique, mais aussi par l'éveil aux valeurs de l'humanisme, la transmission de la mémoire et par la sensibilisation aux données esthétiques, il contribue de façon essentielle à donner aux

êtres humains auxquels il s'adresse les caractéristiques de citoyenneté. Il dispense donc bien plus qu'une « formation », plutôt une véritable structuration de l'être humain.

Ce sont ces caractéristiques qui sont mises en cause dans les lâches attentats dont ont été victimes deux professeurs, Samuel Paty il y a trois ans et Dominique Bernard vendredi dernier, assassinés dans le cadre de leur cou-

rageuse fonction éducative.

*L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE) assure les enseignants de son soutien et de sa solidarité ; elle adresse à la famille de Dominique Bernard, comme à celle de Samuel Paty, à leurs proches et leurs élèves, ses plus profondes condoléances.

Aucune concession ne doit être faite à l'obscurantisme meurtrier. ■ **UJRE, 17/10/2023**

## LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 4 G 89897

Directeur de la publication  
Henri Blotnik

Rédacteur en chef  
Bernard Frederick

Administration - Abonnements  
Secrétaire de rédaction  
Tauba Alman

Rédaction - Administration  
14, rue de Paradis  
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : [lapnm@orange.fr](mailto:lapnm@orange.fr)

Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE AQUARELLE

14 Rue du Ballon 93160 Noisy

## BULLETTIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE  
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

# LA CINQUIÈME GUERRE DE GAZA - D'UN CRIME À L'AUTRE

(Suite de la Une)

par **DOMINIQUE VIDAL**

Les Palestiniens ont payé longtemps l'opération terroriste de l'organisation *Septembre noir* aux Jeux Olympiques de Munich en 1972 : il en ira sans doute de même avec la tuerie de 1 400 juifs le 7 octobre 2023. Israël a lui aussi payé longtemps les massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982 : il en ira sans doute de même de cette horrible guerre contre les Gazaouis, la cinquième depuis le début du siècle.

D'ores et déjà, au moment où ces lignes sont écrites, le blocus et les bombardements sur la bande de Gaza ont entraîné une catastrophe humanitaire sans précédent. Hélas, nombre de ceux qui exigeaient – à juste titre – une condamnation claire et nette de la barbarie des tueurs du Hamas ignorent ou minorent le cauchemar dans lequel l'armée israélienne a plongé les Gazaouis. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies pour le Territoire palestinien occupé (OCHA), dans son bilan du 26 octobre [2] :

- les bombardements ont tué 7 028 Gazaouis et en ont blessé, souvent gravement, plus de 18 482 (plus, respectivement, 103 morts et 1 956 blessés en Cisjordanie) ;
- le blocus total prive d'eau potable, d'électricité et bientôt même de nourriture 2,3 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ;
- le déplacement forcé vers le Sud (où la frontière égyptienne de Rafah reste fermée) de plus de la moitié d'entre eux rappelle l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 1948.

N'en déplaise à Manuel Valls selon qui « *il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser* » [3], il importe d'analyser les facteurs qui ont mené à cette impasse sanglante.

Certains y voient la main de l'étranger, en l'occurrence celle de l'Iran, comme on décelait autrefois dans tout conflit la main de Moscou. Certes, Téhéran dispose dans la région d'alliés sur lesquels elle peut compter. Mais si c'était cette fois-ci le cas, le Hezbollah, qui dispose d'un considérable arsenal de missiles précis et à longue portée, en aurait déjà lancé des centaines sur Israël. Or il s'est contenté de tirer quelques roquettes symboliques, notamment sur le territoire contesté des fermes de Chebaa.

C'est donc bien le Hamas, et plus précisément son aile militaire, qui a organisé l'opération du 7 octobre. Avec trois objectifs essentiels :

- traumatiser les Israéliens par l'ampleur et la cruauté de son attaque contre les *kibboutzim* frontaliers. Ce faisant, le mouvement islamiste ignore la leçon de l'Histoire : au cours des années 1990 et 2000, les attentats-kamikazes ont surtout fait basculer une partie de la population vers la droite et l'extrême droite ;
- enfoncer Mahmoud Abbas, l'Autorité palestinienne et le Fatah, en se transformant en héros – et héraut – de l'ensemble du peuple palestinien ;
- freiner, voire empêcher le ralliement de l'Arabie saoudite aux accords d'Abraham. Il y a un an, interrogé sur ce point, Mohammed ben Salmane avait répondu : « *Si je signais [avec Israël], je serais tué par l'Iran, le Qatar et mon propre peuple* » [4]. » La dernière enquête d'opinion menée à Doha par le Centre arabe de recherches et d'études politiques, le CAREP,



indique en effet que seuls 8 % des Arabes acceptent une normalisation entre leur pays et Israël sans solution du problème palestinien [5]. Depuis, toutefois, les négociations américano-israélo-saoudiennes allaient bon train. La guerre de Gaza en rend impossible, pour un temps, la conclusion. À preuve l'annonce par Riyad, de la suspension des tractations en cours [6].

Nombre d'observateurs ont parlé de la « *surprise* » qu'aurait représentée l'opération sanglante du Hamas. S'il s'agit de l'ampleur et de la cruauté de l'attaque, c'est vrai. Mais qui pouvait imaginer que les Palestiniens ne réagiraient pas aux provocations permanentes du gouvernement le plus anti-palestinien de l'histoire d'Israël ? Plus de 250 victimes des soldats ou des colons en neuf mois, de grandes opérations militaires contre Jénine et Naplouse, le « *pogrom* » [7] de Huwara, le viol par Itamar Ben Gvir et des milliers de colons du *statu quo* sur les Lieux saints, l'affichage par Bezalel Smotrich de l'objectif d'annexion totale de la Cisjordanie, etc.

L'évocation de la « *surprise* » du 7 octobre appelle naturellement un parallèle avec celle de la guerre de Kippour, il y a cinquante ans. Le choix de la date anniversaire de l'offensive des armées égyptienne et syrienne en 1973 ne doit bien sûr rien au hasard. Et il est vrai que Benyamin Netanyahu, comme autrefois Golda Meir, n'a pas cru aux avertissements de source égyptienne. Dans les deux cas, cet aveuglement – ou cette arrogance ? – a eu des conséquences tragiques pour les Israéliens : Tsahal, à l'époque, fut sérieusement bousculée, une semaine durant, sur le canal de Suez et sur le Golan. Cette fois, elle a laissé quasiment sans défense les civils des *kibboutzim* proches de la bande de Gaza.

Comparaison n'est cependant pas raison. Il y a un demi-siècle, les Israéliens firent bloc autour de leur armée. C'est seulement après la guerre qu'ils se retournèrent contre leur Première ministre, si bien que les élections suivantes virent la droite et les ultra-orthodoxes l'emporter, pour la première fois dans l'histoire d'Israël. Aujourd'hui, les deux temps se chevauchent : le soutien à Tsahal va de pair avec la critique – de gauche et de droite – de Netanyahu : il est jugé responsable de la catastrophe sécuritaire par 86 % des Israéliens (et même 79 % des électeurs de la coalition au pouvoir) ; 56 % des sondés exigent sa démission [8]. Et les partis au pouvoir, en cas d'élections législatives anticipées, tomberaient de 67 sièges (sur 120) à... 43 [9].

Ce rejet sans précédent s'enracine évidemment, au-delà de la guerre, dans le mouvement contre la réforme de la Justice qui a vu des centaines de milliers de manifestants descendre toutes les semaines dans les rues de Tel-Aviv, Jérusalem et Haïfa. Encore faudrait-il que les gauches – juive et arabe – soient en

mesure de proposer une véritable alternative. Du côté palestinien aussi, seule la tenue d'élections législatives et présidentielle permettrait d'en finir avec les vieux appareils autoritaires et corrompus du Fatah comme du Hamas. Bref, la solution ne peut venir en dernière instance que des sociétés.

En attendant, l'urgence absolue est d'imposer une trêve humanitaire, puis un cessez-le-feu afin d'empêcher une offensive terrestre de Tsahal :

- pour éviter que la guerre change de nature. Souvenons-nous que l'ONU avait qualifié de « *génocide* » l'exécution de 8 000 musulmans bosniaques par l'armée serbe, à Srebrenica, en juillet 1995. À Gaza aussi, l'armée israélienne a déjà tué plus de 8 000 Palestiniens ;
- pour épargner la vie de nombreux soldats israéliens, sans oublier celle des quelque 230 otages enlevés par le Hamas ;
- pour empêcher un embrasement régional. Jusqu'ici, l'Iran n'est pas intervenu. Et le Hezbollah s'est contenté de quelques tirs symboliques. Mais, face à une guerre devenue génocidaire, il pourrait s'en prendre à Israël avec tout son arsenal, bien plus fourni que celui du Hamas ;
- pour ne pas risquer ainsi une escalade qui pourrait amener les grandes puissances à s'en mêler.

Cet impératif s'impose d'autant plus que, après ces hostilités comme avant, Israéliens et Palestiniens devront continuer à vivre ensemble. Dans deux États ou un seul, pourvu que ce soit à égalité de droits nationaux, politiques et individuels.

Il y a vingt-sept ans, à Nazareth, j'interviewais avec mon confrère et ami Joseph Algazy le grand écrivain palestinien d'Israël Emile Habibi, auteur des fameuses *Aventures extraordinaires de Saïd le peptimiste* [10]. Il devait disparaître quelques semaines plus tard. Comme un testament, il nous livra cette parabole : « *Nous sommes dans le même bateau. S'il coule, nous coulerons tous.* » ■ 29/10/2023



Le kibboutz de Kfar-Aza attaqué par le Hamas samedi 7 octobre 2023

\* **Dominique Vidal**, journaliste et historien, est l'auteur de *Israël : naissance d'un État*, Éd. L'Harmattan, Paris, 2022, 128 p., 12 €.

[1] *Le Monde*, 26/10/2023.

[2] *Flash Update* #18, 25/10/2023.

[3] *Le Monde*, 02/03/2016.

[4] *Haaretz*, 23/10/2020.

[5] [www.dohainstitute.org/en/Lists/ACRPS-PDFDocumentLibrary/the-2022-arab-opinion-index-in-brief.pdf](http://www.dohainstitute.org/en/Lists/ACRPS-PDFDocumentLibrary/the-2022-arab-opinion-index-in-brief.pdf).

[6] *Le Figaro*, 14/10/2023.

[7] Ce terme a été utilisé par des médias israéliens.

[8] *Haaretz*, 17/10/2023.

[9] *Maariv*, 20/10/2023.

[10] Gallimard, Paris, 1987.

# DE LA GUERRE ET DE L'HORREUR, NUL VAINQUEUR

par **ISABELLE AVRAN**

Après l'offensive terroriste du Hamas en Israël le 7 octobre, c'est un déluge de bombes israéliennes qui s'abat sur la population civile de la bande de Gaza

« À un moment crucial comme celui-ci, il est essentiel d'être clair sur les principes, à commencer par le principe fondamental du respect et de la protection des civils », rappelait une nouvelle fois, ce 24 octobre 2023, António Guterres, secrétaire général des Nations Unies « J'ai condamné sans équivoque les actes de terreur horribles et sans précédent perpétrés par le Hamas en Israël le 7 octobre. Rien ne peut justifier le meurtre, les blessures et l'enlèvement délibérés de civils – ou le lancement de roquettes contre des cibles civiles. Tous les otages doivent être traités humainement et libérés immédiatement et sans conditions. Je note respectueusement la présence parmi nous de membres de leurs familles. » Mais d'ajouter, suscitant de nouveau l'ire des dirigeants israéliens qui réclament sa démission : « Il est également important de reconnaître que les attaques du Hamas ne se sont pas produites en vase clos. Le peuple palestinien est soumis à 56 ans d'occupation étouffante. Ils ont vu leurs terres progressivement dévorées par les colonies et en proie à la violence ; leur économie a été étouffée ; leurs habitants ont été déplacés et leurs maisons démolies. Leurs espoirs d'une solution politique à leur sort se sont évanouis. Mais les griefs du peuple palestinien ne peuvent justifier les attaques effroyables du Hamas. Et ces attaques épouvantables ne peuvent justifier la punition collective du peuple palestinien. » [1].

**La fin, si elle est juste, ne justifie jamais les moyens s'ils ne le sont pas.**

De fait, aucune situation, fût-elle la pire depuis des générations, ne réduit les responsabilités de ceux pour qui la fin et la cause les plus justes légitimeraient les moyens quels qu'ils soient. Et les crimes commis par les dirigeants, l'armée ou les colons israéliens depuis des décennies contre le peuple palestinien ne justifient pas ceux commis ce 7 octobre par des combattants du Hamas contre des civils israéliens.

Pour autant, s'aveugler sur ce que peuvent générer des décennies d'expulsion, d'occupation, de colonisation, de confiscation des terres, des ressources, de siège de Gaza, d'emmurement, de guerres, de répression de toute forme de résistance, d'emprisonnement de centaines de milliers de personnes et d'usage de la torture, de négation des droits, n'est-ce pas se condamner au déchaînement et à la répétition du pire ? Le 29 septembre 2009, le juge sud-africain Richard Goldstone, président d'une mission d'enquête de l'Onu suite à l'offensive israélienne contre la population gazaouie durant l'hiver 2008-2009, mettait en garde : « Une culture de l'impunité prévaut dans la région depuis trop longtemps ». [2]

Ce 1<sup>er</sup> novembre 2023, à l'issue d'une visite de deux jours en Israël et en Palestine occupée, Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations unies et Coordonnateur des secours d'urgence, indiquait à son tour : « En Israël, une nation a été sous le choc après le meurtre brutal de

quelque 1 400 personnes. Les familles de plus de 200 otages continuent de vivre dans l'angoisse, dans l'incertitude quant au sort et au bien-être de leurs proches. À Gaza, des femmes, des enfants et des hommes sont affamés, traumatisés et bombardés à mort. Ils ont perdu toute foi en l'humanité et tout espoir d'avenir. Leur désespoir est palpable. En Cisjordanie, le nombre de morts s'alourdit. La violence et la fermeture des points de contrôle empêchent les gens d'accéder à la nourriture, à l'emploi, aux soins de santé et à d'autres services essentiels. » [3]. Et le diplomate s'alarmait de ce que « le monde semble incapable, voire réticent à agir ».

## Gaza : bombardements apocalyptiques

De fait, l'étroit territoire de Gaza où survivent quelque 2,4 millions de Palestiniens, sous blocus israélien depuis plus de dix-sept ans, est soumis de jour et de nuit, depuis ce 7 octobre, à des bombardements intenses et incessants, et privé d'eau potable, d'électricité, de nourriture. Dès le 13 octobre, l'armée israélienne a appelé la population du nord du territoire – 1,1 million de personnes – à évacuer vers le Sud, lui aussi bombardé. Une grande partie du nord de l'enclave surpeuplée est rasée. Gaza est devenu un « cimetière » pour les enfants (8 796 morts, dont 3 648 enfants, au 1<sup>er</sup> novembre selon le ministère de la Santé du Hamas), un millier d'autres enfants sont portés disparus, beaucoup ensevelis sous les débris des bâtiments bombardés. Les coupures des communications empêchent les ambulanciers d'aider les victimes. Le 30 octobre, selon l'Organisation mondiale de la Santé, 12 hôpitaux sur 35 ne fonctionnaient plus. Le 31, plusieurs dizaines de Palestiniens étaient tués dans le bombardement du plus grand camp de réfugiés de la bande de Gaza, Jabaliya.

L'intensité quasi-apocalyptique des bombardements est inédite. Mais pour les Gazaouis, la guerre n'est pas nouvelle. La majorité d'entre eux – les deux tiers – sont des réfugiés de 1947-1948 et leurs descendants, victimes de l'expulsion de masse de la population palestinienne par Israël et des organisations qui ont précédé sa naissance. Les Gazaouis ont connu la répression de la résistance née dans les camps dans les années 50, l'occupation dès 1967, la violence armée contre la première Intifada entamée à Gaza en décembre 1987 puis contre la seconde à partir de 2000. Si en 2005 – douze ans après les accords de principe d'Oslo pour des négociations de paix – le gouvernement d'Ariel Sharon décide le retrait de Gaza de l'armée et des colons – tout en contrôlant les frontières, l'accès à la mer et le ciel – son conseiller Dov Weissglas explique alors qu'il s'agit de « geler dans le formol » toute négociation.

Pour cela, il compte affaiblir



Le 7 octobre, le Hamas pénètre en Israël et prend pour cible des militaires mais aussi des civils.

l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et l'OLP et séparer géographiquement Gaza de la Cisjordanie. La présidentielle palestinienne de 2005 remportée par Mahmoud Abbas – Fatah – puis les législatives de 2006, qui ont donné la majorité (relative) au Hamas, puis l'é-

viction militaire du Fatah de Gaza par le mouvement islamique en 2007 en ont ensuite consacré la division politique.

Favoriser le Hamas c'était pour Ariel Sharon et ses successeurs imaginer une « antidote à l'OLP » [4]. Pour Benyamin Netanyahu, encourager le financement du Hamas par le Qatar, parallèlement au développement des colonies en Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, c'était aussi empêcher l'établissement d'un État palestinien [5] ; tout en déclarant Gaza « entité hostile », sous blocus, et en y menant plusieurs guerres (« Plomb durci » en 2008-2009, « Pilier de défense » en 2012, « Bordure protectrice » en 2014), au prix de milliers de morts et de destructions massives, en tirant sur une foule pacifique lors des « marches du retour » (2018-2019), ou en bombardant la population civile, évoquant des ripostes à des tirs de roquettes, notamment ces dernières années.

## Nouvelle Nakba ?

« Achever ce qui ne l'a été en 1948 », l'annexion de l'essentiel du territoire palestinien vidé de sa population, une nouvelle Nakba (« catastrophe ») donc, tel était l'objectif affiché d'Ariel Sharon. Tel est celui de ses successeurs. Ils visaient d'abord la Cisjordanie, de l'offensive « Rempart » de 2001 aux pogroms de colons protégés par l'armée contre des villageois (avec des centaines de morts), cette année en particulier.

Les crimes de guerre terroristes du Hamas le 7 octobre serviront-ils de prétexte à une nouvelle Nakba sous la terreur des bombes à Gaza ? La guerre, la logique de guerre, n'engendrent que la guerre ; la souffrance d'une génération après l'autre et le cycle de l'horreur. Sans vainqueur. L'urgence est au cessez-le-feu. Mais aussi à la perspective politique de la paix laquelle, pour être durable, ne se résume pas à un pseudo *statu quo*, mais suppose le respect du droit international, l'autodétermination, l'égalité des droits. ■ 30/10/2023

\* Isabelle Avran, journaliste, est autrice et co-autrice de plusieurs ouvrages sur la Palestine.

[1] 24/10/2023. Allocution du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient : <https://cutt.ly/twRYMTHn>

[2] Libération 30/09/2009 <https://cutt.ly/fwRY1QV7>

Des centaines de missiles ont été envoyés sur Israël par le Hamas le 7 octobre

[4] Charles Enderlin, *Le Grand Aveuglement*, Albin Michel, 2009.

[5] Comment la droite nationaliste israélienne a fait le jeu du Hamas : l'éclairage de Charles Enderlin in *Télérama*, 11/10/2023 <https://cutt.ly/FwRY2qRT> et Netanyahu a-t-il dit que « transférer de l'argent au Hamas » était la bonne stratégie pour « contrecarrer la création d'un État palestinien » ? in *Libération*, CheckNews, <https://cutt.ly/kwRY2WLX>.



Dans la ville de Gaza, ce mercredi 11 octobre après cinq jours de combats de bombardements intenses.

# UN CONFLIT COLONIAL DÉTOURNÉ EN CONFLIT CONFESSIONNEL ?

Les haines, antijuives ou antimusulmanes, sont aux antipodes de la défense du droit et de la lutte pour la paix. Retour sur un poison.

Un climat nauséabond. Fin octobre et début novembre 2023, des tags ont été découverts sur des immeubles dans plusieurs villes de France, en particulier à Paris, représentant une étoile de David, peinte en bleu, les couleurs de l'État d'Israël. Des tags qui rappellent des heures sombres de l'histoire du pays, avant le génocide des juifs d'Europe par les nazis et leurs collaborateurs.

Au Petit-Quevilly (Seine-Maritime) ont aussi été peintes des croix gammées et des injures antisémites. À l'heure où nous écrivons, nul ne connaît ni les auteurs de tels tags, dont la quasi-simultanéité semble indiquer qu'ils sont coordonnés, ni leurs motivations. Seules des enquêtes nous l'apprendront, enquêtes ouvertes par les parquets concernés. « Dans de nombreux pays à travers le monde, il y a (...) eu une prolifération des discours de haine antisémites et islamophobes », a dénoncé le 30 octobre Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains.

De telles inscriptions, de tels actes et leurs auteurs sont à condamner sans appel.

Et plusieurs questions se posent. Qui a intérêt à utiliser ce qui se joue en Palestine pour faire monter les haines antisémites ou les haines islamophobes ? Mais également qui a intérêt à laisser supposer que le conflit colonial entre Israël et la Palestine occupée serait un conflit religieux ?

En France, près de certains pochoirs, était écrit « De la mer au Jourdain, Palestine vaincra ». Autre interrogation : qui a intérêt à développer en France ou en Europe des haines racistes amenant les uns ou les autres à la suspicion, au repli sur des identités communautaires supposées et figées, accréditant la thèse de guerre(s) de civilisations et en nourrissant périlleusement le terreau ?

Certains irresponsables veulent croire que les actes ter-

roristes du Hamas commis contre des civils en Israël ce 7 octobre prouveraient la nocivité consubstantielle aux musulmans supposés inconciliables avec les idéaux républicains. D'autres veulent croire que les massacres de masse de la population de Gaza par l'armée israélienne depuis le 7 octobre sont imputables non seulement au gouvernement israélien qui compte des ministres ouvertement suprémacistes, mais, partant, à tous les Juifs qu'ils représenteraient. Une aberration aussi politiquement paresseuse que criminelle. D'autres, comme en miroir, ont intérêt à le laisser croire, dénonçant dans toute critique de la politique israélienne un antisémitisme ostentatoire ou perfidement masqué. Avec les mêmes conséquences déléteres.

Que dit le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin quand, dans un télégramme adressé aux préfets le 12 octobre, il donne pour consigne d'interdire les « manifestations pro-palestiniennes », parce qu'elles seraient « susceptibles de générer des troubles à l'ordre public » ? Que, contre toute réalité, ceux qui défendent les droits du peuple palestinien, le droit international,

parce qu'ils combattent tous les racismes et réclament l'égalité des droits, le cessez-le-feu et la fin des massacres seraient antisémites ? Que certaines victimes mériteraient plus de considération humaine élémentaire que d'autres ? Quand le Conseil d'État rappelle que les manifestations pro-palestiniennes ne peuvent être interdites systématiquement et qu'il revient aux préfets d'apprécier les éventuels risques locaux de troubles à l'ordre public, mais que plusieurs préfets reprennent l'interdiction, que disent-ils à leur tour ? Quand la maire de Paris



éclairer la Tour Eiffel aux couleurs israéliennes après le 7 octobre mais refuse les couleurs palestiniennes en dépit des milliers de bombes qui s'abattent sur la population de Gaza et des milliers de morts, quelle peut en être lecture ?

Et que disent quatre échecs en dix jours du Conseil de sécurité à accepter le principe d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, nécessitant que l'Assemblée générale vote, le 28 octobre, une résolution non contraignante qui « demande » « une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités » ?

De leur côté, les dirigeants israéliens n'ont eu de cesse de tenter de confessionnaliser ce conflit. Notamment depuis la visite militarisée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, à la veille de la seconde Intifada. Puis par une série de provocations à Jérusalem-Est, dont est, en outre, évincée une partie de population palestinienne. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le Hamas a nommé son offensive *Déluge d'al-Aqsa*. Double objectif pour les dirigeants israéliens : • tenter de faire avaliser l'idée d'une guerre religieuse, voire civilisationnelle, • et d'enrôler des pays – dont des pays aux gouvernements notoirement ou non antisémites – dans le soutien à sa politique au nom d'une croisade « contre l'islamisme », croisade dont ils se présentent comme les têtes de pont, suivant la formule d'Ehud Barak présentant son pays comme la « villa dans la jungle ».

La défense des droits ne peut tolérer le deux poids deux mesures. Tomber dans le piège hautement inflammable de la confessionnalisation du conflit, c'est empêcher la paix d'advenir et instiller dans les sociétés européennes elles-mêmes le poison des communautarismes, de la loi du plus fort, de la haine de l'Autre.

Les peuples palestinien, israélien, européens, méritent un autre avenir. ■ I.A. 02/11/2023



Gaza, 10/10/2023: des Palestiniens marchent dans les décombres des bâtiments détruits par les frappes aériennes israéliennes.

## Communiqués

### PAS D'AMALGAME ENTRE RÉSISTANCE ET BARBARIE

Dans la nuit du 7 octobre, le Hamas a lancé une attaque terroriste de très grande ampleur en attaquant l'État d'Israël par la terre, la mer, le ciel, le tout accompagné d'une pluie de roquettes.

Cette attaque a causé la mort de plus de 1 200 personnes, militaires et civils, femmes, enfants, personnes âgées, a blessé plus de 2 000 personnes et a permis l'enlèvement de près de 200 personnes essentiellement composées de civils, de femmes et d'enfants de diverses nationalités.

Les images diffusées sur les télévisions et les réseaux sociaux montrent l'atrocité et la barbarie des conditions dans lesquelles les tueries se sont déroulées.

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide condamne, sans aucune réserve, ces crimes abominables. L'UJRE condamne également sans réserve la façon dont le gouvernement d'extrême droite israélien réagit, adoptant une posture vengeresse. Le blocus total de la bande de Gaza, accompagné des bombardements effectués sans relâche, font surtout des victimes civiles. L'intervention armée au sol devant intervenir de façon imminente, mettra en outre en danger la vie des Gazaouis et des otages,

autant que celle des soldats exposés dans une périlleuse bataille urbaine.

Nous ne pouvons pas non plus nous empêcher de rappeler que les gouvernements israéliens qui se sont succédés depuis une vingtaine d'années n'ont eu de cesse que de bafouer les centaines de résolutions des Nations Unies, de favoriser la création systématique de nouvelles colonies, d'imposer une discrimination inhumaine au peuple palestinien vivant en Cisjordanie occupée, accompagnée de violences et d'assassinats, avec une accélération des provocations de l'extrême droite israélienne, dans les colonies et sur l'esplanade de la mosquée Al Aqsa (plus de 200 palestiniens tués en 2023).

La communauté internationale, la France en particulier, se doit de réagir de toute urgence après qu'elle a gentiment glissé sous le tapis la question palestinienne depuis plus de vingt ans, sans contrarier ni condamner la volonté d'Israël d'annexer la Cisjordanie et sans créer les conditions d'une reprise de dialogue avec les représentants de l'Autorité palestinienne, seule organisation susceptible de pouvoir négocier une paix juste, durable avec comme

socle une solution à deux États, et ce dans le respect des résolutions de l'ONU.

Cela passe par la reconnaissance d'un État palestinien, la fin du blocus opéré sur la bande de Gaza, le début de la décolonisation et le respect de la population palestinienne vivant en Cisjordanie. ■

UJRE, le 12 octobre 2023

### L'UJRE CONDAMNE L'ATTAQUE TERRORISTE DU HAMAS

Le Bureau de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide condamne avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste du Hamas qui s'en prend directement à la population civile d'Israël.

- Soutien au peuple israélien.
- Soutien à toutes les initiatives en faveur de la paix entre le peuple palestinien et le peuple israélien. ■

UJRE, le 8 octobre 2023



## ÉLIE BARNAVI : « NETANYAHOU NOUS A MENÉS AU DÉSASTRE »

Les envoyés spéciaux en Israël de l'Humanité, Rosa Moussaoui et Benjamin König, ont recueilli les réactions d'Élie Barnavi, ancien ambassadeur en France. Nous les re prenons ici. ■ PNM

**L**a société israélienne est sous le choc du désastre du 7 octobre. Les bombardements en cours semant la mort parmi les civils et provoquant une catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza sont-ils de nature à prémunir Israël contre ce genre d'atrocités ?



**Élie Barnavi** : Les bombardements, en soi, non. Le but affiché par le gouvernement est d'en finir avec le Hamas, de démanteler ses capacités militaires et son pouvoir politique. Ce gouvernement s'est fourvoyé. Avec tous ceux qui se sont succédé depuis que le Hamas a pris le pouvoir.

Ils ont opté pour la même stratégie : ménager le Hamas au détriment de l'Autorité palestinienne. Évidemment, ce n'est pas une stratégie innocente : ménager le Hamas pour maintenir l'Autorité palestinienne dans un état de sujétion, de non-pertinence, c'était une façon d'empêcher toute solution politique.

Netanyahou l'a dit en substance à plusieurs reprises : « *Le Hamas est bon pour nous.* » Cela permettait de maintenir la séparation territoriale, de diviser le peuple palestinien, donc d'éviter la création d'un État palestinien. Au-delà de ce déchaînement de violence, il sera intéressant de voir comment sera géré le jour d'après.

**Le 7 octobre représente une cassure dans l'histoire d'Israël. Quelles seront les conséquences politiques de ce traumatisme ?**

**ÉB** : Effectivement, le 7 est une cassure, une catastrophe comme nous n'en avons jamais connue dans ce pays. C'est le plus grand pogrom contre des Juifs désarmés depuis l'Holocauste. Nous n'avons jamais vécu cela dans le pays, qui a précisément été créé pour éviter ce genre de choses.

C'est un traumatisme dont nous n'avons pas encore pris la mesure. À moins que je ne me trompe beaucoup, cela sonne le glas de



Manifestation à Tel Aviv contre la réforme du système judiciaire voulue par le Premier ministre Benjamin Netanyahou, le 4 mars 2023

Netanyahou, du gouvernement et de sa prétendue réforme judiciaire, et il faut s'attendre à un réalignement politique complet dans la foulée, quand les canons se seront tus.

Pour l'instant, nous sommes dans un phénomène classique d'unanimisme national. Mais lorsque cette campagne sera derrière nous, nous allons refaire de la politique, et ce sera une autre politique que celle que nous avons connue auparavant.

**La constitution d'un gouvernement d'urgence nationale ne suffira pas à préserver Benjamin Netanyahou des comptes qu'une partie de la société israélienne exige de lui ?**

**ÉB** : Non, pas du tout. Ce n'est pas un gouvernement d'union mais d'urgence nationale, les nouveaux membres de cette équipe n'ont pas accepté de portefeuilles. Cela ne donne aucun blanc-seing à Netanyahou, au contraire. Je ne vois pas Netanyahou survivre à ce cataclysme : les gens comprennent que lui et son équipe catastrophique sont les auteurs de cette tragédie. C'est sous leur garde, et à cause de leur gestion désastreuse des affaires depuis un an que cette chose-là s'est produite.

**Quelles seront les répercussions régionales de ces événements et de la guerre en cours à Gaza ?**

**ÉB** : Difficile de le savoir pour le moment. Tout dépend de l'entrée ou non d'autres acteurs. C'est le Hezbollah, surtout, qu'il faut regarder : s'il ouvre un deuxième front dans le nord du pays, cela installera une toute autre situation au niveau régional. Il faut faire attention également à ce qui se passe en Cisjordanie, qui sera déterminante dans l'évolution de la configuration régionale.

**Les engagements pris par les États-Unis, avec le déploiement de deux porte-avions, ne donnent-ils pas déjà un caractère régional et même global à cette crise, à l'escalade en cours ?**

**ÉB** : Le Hezbollah a un énorme problème parce qu'il est au pouvoir seul dans le sud du Liban, mais tous les Libanais ne le soutiennent pas, loin de là. Le pays est exsangue, et Hassan Nasrallah doit faire attention à cela.

C'est un homme intelligent : il sait très bien que sa position est fragile et qu'entraîner le Liban dans une aventure guerrière peut être catastrophique pour le pays. Évidemment, l'Iran pousse à la roue, mais c'est un jeu extrêmement complexe, et c'est pour cela que tous les pronostics que je pourrais faire à ce stade ne seraient pas sérieux.

**Le conflit israélo-palestinien avait été rayé des agendas diplomatiques en raison d'autres conflits, notamment l'Ukraine...**

**ÉB** : L'un des aspects positifs – si j'ose dire – de cette tragédie, c'est précisément cela. Netanyahou avait réussi à faire croire que la question palestinienne était derrière nous, en laissant entendre, notamment avec les accords d'Abraham, des négociations avec l'Arabie saoudite, que tout le monde se moquait des Palestiniens, que cette question n'intéressait plus personne.

Évidemment, cela n'a aucun sens : il y a toujours 10 millions de Palestiniens qui attendent une solution politique à leurs problèmes. Ce que le Hamas a fait à sa manière, c'est de rappeler que ce problème est toujours là et qu'il faudra bien le traiter. C'est vraiment l'éléphant au milieu de la pièce.

Je parie, enfin j'espère, que la communauté internationale va recommencer à s'occuper sérieusement de ce problème. Même le Hamas liquidé, le problème resterait entier. Il faut donc réfléchir à une solution globale, sur l'ensemble du dossier palestinien. ■



Un Palestinien pleure les membres de sa famille tués lors d'un bombardement israélien sur la bande de Gaza, à l'extérieur d'une morgue à Rafah, vendredi 27 octobre 2023

### Dernière minute

## LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT RÉVEILLE L'ANTISÉMITISME AU CAUCASE RUSSE ?

L'intervention israélienne à Gaza a provoqué des répercussions jusqu'au Daghestan, une république russe du Caucase du Nord, à majorité musulmane. Le 29 octobre, plusieurs centaines de manifestants ont envahi le tarmac de l'aéroport de Makhatchkala, la capitale de cette république, à l'arrivée d'un vol en provenance de Tel Aviv, pour tenter de s'en prendre aux passagers. Une soixantaine de manifestants ont été interpellés, lors de l'intervention des forces de sécurité, tandis que les passagers avaient été placés en lieu sûr. Pour Moscou, cet incident est « *le résultat d'une provocation planifiée et conduite de l'extérieur* » dans laquelle Kiev a joué un rôle « *clé et direct* ». ■ P.K.

Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER

## L'ENLÈVEMENT de MARCO BELLOCCHIO

**M**agnifique et somptueux, ce nouveau mélodrame flamboyant de Marco Bellocchio ! Le film évoque le destin de la famille Mortara dont Edgardo, fils de Salomone Levi dit Momolo et de Mariana Mortara, fut enlevé à l'âge de six ans sur ordre du pape. La famille avait huit enfants et vivait dans le quartier juif de Bologne, ville des États pontificaux.



Edgardo, ondoyé par une nourrice catholique – un fait ignoré de ses parents et tenu secret par celle-ci – risquait, selon la loi pontificale, d'être taxé d'apostasie. Les autorités papales prirent la décision de le soustraire à sa famille et restèrent inflexibles aux supplications des parents. Ainsi, en pleine nuit du 23 juin 1858, la police enleva violemment l'enfant. Emmené à Rome, il fut placé à la Maison des catéchumènes où l'on instruisait les enfants juifs et musulmans, afin de les préparer au baptême.

*L'Enlèvement* dénonce le pouvoir dictatorial du pape Pie IX, alors même que le *Risorgimento* (la lutte pour l'unification de l'Italie) va signer sa fin et celle des États pontificaux. La première partie du film est consacrée au combat des parents pour que leur fils leur revienne et au déchirement de l'enfant. Sa deuxième partie montre comment la résistance d'Edgardo est brisée et comment

il devient un fervent adepte de la religion de ses bourreaux.

Par sa splendeur visuelle, sa puissance émotionnelle et le développement de son récit, *L'Enlèvement* possède un style ample et opératique. Sa belle musique composée

par Fabio Massimo Capogrosso et celle, finale, d'un puissant thème juif, contribuent à la forte émotion du spectateur. On y retrouve les thèmes favoris du cinéma de révolte de Marco Bellocchio qui, depuis la fin des années 1960, fustige oppression, aliénation, famille, Église, domination politique et montre les combats douloureux de ceux qui les refusent.

*L'Enlèvement* dénonce le pouvoir hypnotique du religieux qui exalte la foi et broie l'individu. La mise en scène marque les rapports hiérarchiques et de force par le clair et l'obscur, les plongées et contreplongées : elle joue de la taille de l'enfant, perdu dans les vastes salles de palais et d'églises, où la monumentalité des lieux l'écrase.

Le film bouleverse en rendant très sensible la tempête qui se joue sous le crâne de l'enfant. Il nous fait voir son déchirement après le rapt, la violence de l'endoctrinement. À l'amour pour ses parents, il substitue la vénération du pape, et le dogme religieux, agissant en poison par maints rites humiliants, le possède par la destruction

de tout libre arbitre et de toute pensée critique.

C'est l'aliénation religieuse que Bellocchio montre par le montage alterné de plusieurs séquences, où rites et dogmes, juifs comme catholiques, se répondent en miroir. Il injecte au cœur de ce drame un humour cinquant, digne de Buñuel, et des séquences oniriques gaie-ment blasphématoires ! Ainsi le cauchemar du pape, pris de terreur à l'idée de voir des rabbins venir le circoncrire. Et Edgardo, en rêve, ôte les clous des statues du Christ lequel sourit et sort libre de l'église où il était captif. Pas de tendresse, non plus, avec les hauts dignitaires juifs qui rampent devant Pie IX. À leur soumission, il oppose la résistance digne des parents Mortara, et en quelques images brèves, au Pape-Roi, le combat pour l'unification italienne.

Ce film intense et très beau porte le souffle rageur de Bellocchio à l'incandescence. Adulte, Edgardo deviendra prêtre et fervent missionnaire. Et s'il ne renie pas son père et sa mère, il cherchera leur vie durant à les convertir à quoi sa mère rétorquera : *Je suis née juive, je mourrai juive*. Foi contre foi.

La tragédie principale du film décrit un crime, celui de l'emprise totalitaire sur l'enfant. *L'Enlèvement* restera comme une des grandes œuvres des années 2000. Magistral. ■

\* **L'ondolement** consiste à baptiser en urgence par simple ablution ou aspersion. Il peut être administré par un laïque.

**NB** : Sortie en salles le 1<sup>er</sup> novembre du documentaire de Marco Bellocchio *Marx peut attendre* (2021) où, avec sa famille, il s'interroge sur le suicide de son frère jumeau.

Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

**A**nne-Marie Lazarini a consulté tous les exemplaires de *L'Os à Moelle* qu'elle a pu trouver, choisi des rubriques, fait des montages, pour resituer ce journal dans son époque.

Né André Isaac, **Pierre Dac** est issu d'une famille juive alsacienne. De 1920 à 1970, ce poète de l'absurde, humoriste de génie, a inventé des séries radiophoniques aussi désopilantes qu'inoubliables. Le cabaret, les chansons, la radio, la télévision, le cinéma, le « roi des loufoques » autoproclamé exprime une créativité extraordinaire. À la tête du MOU (*Mouvement Ondulatoire Unifié*), il se présente, en 1965, aux élections présidentielles : « *Les temps sont durs, vive le MOU* ».

## L'Os à Moelle



En 1938, Pierre Dac lance *L'Os à Moelle*, « organe officiel des loufoques », le premier numéro tire à 400 000 exemplaires. Les petites annonces et autres rubriques sont lues partout. Il est très engagé, se moque d'Hitler, de Mussolini, des hommes politiques, des compromis, de leur incompétence : « *14 juin 1940 : les Allemands entrent dans Paris. L'Os à Moelle disparaît parce qu'il se dissout au contact du vert-de-gris* »

Auteur de textes antinazis, juif, il doit quitter Paris, rejoindre le général de Gaulle, passe par l'Espagne où il est jeté en prison, échangé par la Croix Rouge contre

des sacs de blé. À la BBC, il écrit des éditoriaux, des chansons sur Pétain, les Allemands. Texte célèbre, *Bagatelle sur un tombeau*, adressé à Philippe Henriot « ... sur votre tombe il y aura aussi une inscription : Philippe Henriot, mort pour Hitler, fusillé par les Français ». NB : ce dernier sera abattu le 28 juin 1944 par la Résistance.

Après la guerre, il s'engage encore plus contre l'antisémitisme, écrit *Du droit d'être un salaud*, relance *L'Os à Moelle*, écrit des textes où il crache son dégoût des élites. Pierre Dac était un homme cultivé, perfectionniste, un vrai philosophe juif, qui cachait un être dépressif derrière son immense talent d'artiste tout terrain. Il laisse une œuvre immense. Malgré sa déclaration « *l'homme n'est pas fait pour le travail, ça le fatigue* », ce maître de l'absurde travaillait beaucoup.

Anne-Marie Lazarini a installé des bureaux pour les trois comédiens Cédric Colas, Emmanuelle Galabru et Michel Ouimet, quelques accessoires, derrière les bureaux des panneaux de 2,50 m. où s'affichent des pages du journal, les comédiens disent des extraits ou lisent des pages de *L'Os à Moelle* en déambulant sur la scène. Anne-Marie aime les textes, les contemporains, les peu connus ; pour elle le texte est primordial, « *je suis un rat de bibliothèque* », elle a constaté, également à Avignon, qu'il y avait de moins en moins de textes. Elle a monté, entre autres, Brecht, Feydeau, Péc, Goldoni, Shakespeare, ... avec une équipe très présente. On ne peut pas manquer cet *Os à Moelle*, jamais dépassé par un autre loufoque. ■

**Artistic Théâtre** 45 bis rue Richard Lenoir Paris. Tel. 01 43 56 38 32.

## Ahouvi

L'artiste israélien Yuval Rozman crée depuis des années des œuvres autour de la judéité. « *Ahouvi* » (en hébreu, « Mon amour ») s'attache à la vie bouleversante du couple de jeunes artistes, **Thamar**, israélienne, et **Virgile**, son mari français.

Leur relation; d'une violence amoureuse et sensuelle, qui sombre dans l'enfer; nous est racontée par la femme. Lui se débat, à la recherche d'une existence de liberté. Ils revivent leurs cinq années de vie commune, leur quotidien, avec des moments drôles ou dramatiques.

La tragédie s'installe, avec comme témoin Yova, le chien qu'ils ont adopté, qui ne les quitte à aucun moment, le metteur en scène l'utilise pour distiller son humour féroce. Ambivalence des êtres, ambivalence de Yuval, en questionnement sur son rapport à sa terre natale. La mise en scène est parfaite et les comédiens dégagent une puissante émotion. ■

**Théâtre du Rond-Point**, 2 bis av. Franklin D. Roosevelt Paris. De **Yuval Rozman** : - *Ahouvi* du 7 au 25/11 (tel : 01 44 95 98 00) ; - *Cœurs à l'envers*, une installation plastique et sonore, entrée gratuite.

## LE ROMAN DE ELSA OSORIO LUZ OU LE TEMPS SAUVAGE

**L**uz est née en 1975, dans la prison où Liliana, sa mère, détenue politique, accouche d'une petite fille qui sera offerte à la famille d'un membre de la dictature argentine. Liliana fera partie des « disparus ». Luz a vingt ans lorsqu'elle devient mère à son tour. Un doute s'insinue en elle concernant ses origines, elle se lance dans des recherches. Myriam, compagne de « la Bête », un tortionnaire, l'aide au péril de sa vie. Sa quête de justice est un véritable thriller.

**Paula Giusti**, née elle aussi en Argentine, a adapté le périple de Luz avec talent, ouvrant l'imaginaire des spectateurs avec l'intensité de la gestuelle, la musique de Carlos Bernardo et une marionnette représentant Liliana. Paula : « *Il me semble indispensable de rappeler que les dictatures ne sont pas loin, qu'il faut chasser l'oubli* ». ■

**Théâtre du Soleil, Cartoucherie**, du 7 au 26/11 (Tel : 06 68 62 42 64).

FRANCE

# UNE SOCIÉTÉ EN VOIE DE « TRUMPISATION » !

par **PATRICK KAMENKA**

(Suite de la Une)

Jean-Emmanuel Ducoin, dans son bloc-notes (*l'Humanité* du 20/10), résume ainsi la situation : « *Le résultat est connu : l'organisation du travail et sa finalité sont abandonnées au patronat, comme si le lien de subordination donnait les pleins pouvoirs à l'employeur.* » Et de conclure : « *Bienvenue dans l'ultra-libéralisme capitaliste* » !

Preuve en est : les LR et les macronistes vont, à propos du projet de loi « *Plein emploi* », s'entendre pour durcir le quotidien des chômeurs en leur imposant 15 heures d'activité par semaine. Comme l'indique Denis Gravouil, chargé de la protection sociale à la CGT : « *Le principe est que le demandeur d'emploi doit s'adapter (...). Sinon les allocations lui seront coupées.* ». Tant pis si les multinationales ont engrangé dans les paradis fiscaux 1 000 milliards de dollars en un an, selon *l'Observatoire européen de la fiscalité*.

## Restrictions de liberté

Ces attaques contre les acquis sociaux (« *un pognon de dingue* » avait jugé Emmanuel Macron) sont allées de pair avec les restrictions de liberté, comme celle de manifester en solidarité avec le peuple palestinien. Les attaques de terroristes islamistes en Belgique et en France où, près de trois ans après la décapitation de Samuel Paty, Dominique Bernard, professeur au lycée Gambetta-Carnot d'Arras, a été assassiné par un jeune homme radicalisé d'origine ingouche, fiché S et se réclamant de l'État islamique, alors que le conflit israélo-palestinien s'intensifiait, ont ouvert la boîte de Pandore.

Le chef de l'État Emmanuel Macron a appelé ses ministres à « *incarner un État impitoyable* », tandis que le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a joué sur la carte du populisme. Après avoir attaqué les partis de gauche et les associations de défense du peuple palestinien, l'homme de la Place Beauvau – qui est le premier ministre du gouvernement à donner une interview au *Journal du Dimanche* dirigé par le journaliste d'extrême droite Geoffroy Lejeune – a cloué au pilori sur *CNews* le footballeur Karim Benzema accusé – sans preuve – de lien « *avec les Frères musulmans* ».



Manifestation à Paris le 13 octobre 2023

Le ministre est allé jusqu'à affirmer que critiquer le gouvernement israélien signifierait se montrer favorable aux thèses du Hamas et être hostile aux forces de l'ordre. Un amalgame plus que douteux l'amenant à proférer que la « *haine du juif et la haine du flic se rejoignent* ». Une aubaine pour la droite LR et la droite extrême RN qui poussent le gouvernement à durcir le projet de loi sur l'immigration que le gouvernement doit présenter le **6 novembre** au Sénat. Le patron des LR Éric Ciotti, poussant les feux, a exigé une révision de la Constitution de

façon à organiser un référendum et retoquer les propositions du gouvernement visant à régulariser les sans-papiers qui exercent des métiers sous tension.

Un cocktail explosif qui a conduit le ministre à faire interdire les manifestations de soutien à la cause palestinienne, décision que le Conseil d'État a depuis mise en cause. Droit dans ses bottes, Gérald Darmanin a fait procéder à l'arrestation de syndicalistes de la CGT du Nord pour « *apologie du terrorisme* ». En réponse, la centrale syndicale a répliqué que « *c'est le gouvernement qui met de l'huile sur le feu en interdisant les manifestations pour la paix et en cherchant à empêcher toute expression de soutien au peuple palestinien* ». Les syndicalistes ont finalement été relâchés.

La CGT avait dès le début « *fermement condamné l'attaque du Hamas* » et « *appelé à un cessez-le-feu immédiat et à la reprise d'un processus de paix basé sur le respect des résolutions de l'ONU* ». La politique de « *surenchère* » du ministre de l'Intérieur concourt « *à la montée de la tension* » en France qui compte « *les plus grosses communautés musulmane et juive d'Europe* », note à ce propos *Le Monde* dans son édition du 22 octobre.

Dans ce contexte tendu marqué notamment par des divisions dans les rangs de la *Nupes*, près d'une centaine de personnalités du monde de la culture ont lancé un **appel en faveur de la paix au Proche-Orient\***, au nom de « *notre humanité commune* », exigeant un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, la libération des otages détenus à Gaza et le respect du droit international. ■

\* <https://cutt.ly/TwRMhNFG>

דאס יידיש ווינקל - Dos yidish vinkl

## Le yiddish, langue populaire ?

Discussion récente, sur la *mame-loshn*, apports variés, ardents. Le yiddish serait-il une langue différente des autres par cet aspect populaire ?

Populaire, qui appartient à un peuple, définition même d'une langue : outil de communication dont se dote tout peuple, qui répond à ses besoins, oral, écrit, vie quotidienne, économique, religieuse, intellectuelle... En ce sens, le yiddish, langue du peuple juif ashkénaze est, certes, populaire.

Populaire, apprécié de tous ? Là encore, qui ne se sentirait pas ici attaché à la *mame-loshn* ? La langue réunit ; elle est un élément important de l'identité de tout peuple. Dans sa langue maternelle, on se sent « chez soi ».

אן ענגלענדער רעדט ענגליש און שפאניער רעדט שפאניש און ייד רעדט יידיש. אוודאי

An englander redt english, a shpanyer shpanish un a yid redt... yidish. Avade.

Un Anglais parle anglais, un Espagnol espagnol et un Yid parle yiddish, bien sûr ! Reste cette idée encore répandue que le yiddish serait, longtemps, resté un idiome seulement parlé, et par les gens simples, les couches « *populaires* ». La littérature n'aurait émergé qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, développée par les *Bundistes* désirant s'adresser au peuple, donc en yiddish. Qu'en est-il ?

Parlé, le yiddish, oui-da, mais écrit également et ce, dès le début. Rappelez-vous cette première attestation de l'écrit du yiddish : une phrase manuscrite trouvée dans un vieux *mahzor* (livre de prières) de Worms en Allemagne, datant de 1272 !

אן ענגלענדער רעדט ענגליש און שפאניער רעדט שפאניש און ייד רעדט יידיש.

gut tak im betage se vèr dis makhazor in beis haknesses terage

Qu'un bon jour vienne à celui qui porte ce livre de prière à la synagogue.

Celui qui a écrit cette phrase priait toute personne qui trouverait ce livre saint de le rapporter à la synagogue. Il savait très bien que tout Juif saurait lire et comprendre cette phrase !

Nombre de manuscrits, de lettres des siècles passés, montrent que les gens échangeaient, s'écrivaient en yiddish, lors de voyages, de problèmes commerciaux, d'épidémies.

Quant aux écrits littéraires, ils ont commencé très tôt aussi... Le *Bove-bukh*, le « Dit de Bovo », conte épique, fut écrit en 1507 en *alt-yidish* (vieux yiddish) par Elie Lévit, auteur aussi d'un premier dictionnaire yiddish-latin-hébreu-allemand. Il y avait donc des lecteurs pour son livre. Le *Bove-bukh* fut réédité une quarantaine de fois au cours des siècles. Si la littérature et la presse yiddish prirent effectivement leur essor au XIX<sup>ème</sup>, sous l'influence d'écrivains conquis par les idées du *Bund*, ce fut une vraie littérature, avec des auteurs de talent dont le style et l'écriture ne sont pas toujours des plus simples.

Ce qui caractérisait la population ashkénaze, c'est que presque tout le monde savait lire et écrire, à la différence des autres peuples, la France avec Jules Ferry attendra 1882... Les *yidn* n'avaient pas tous le même niveau social ni la même instruction. Il y eut comme ailleurs des élites, mais tous pouvaient lire, y compris une grande majorité de femmes qui eurent longtemps une littérature spécifique comme le *Tsene-Rene*, *La Bible des femmes*, éditée au XVII<sup>ème</sup> siècle.

On comptait avant la Shoah 12 millions de yiddishophones dont la moitié furent assassinés. Les survivants s'intégrèrent à leurs nouvelles patries, leurs enfants et petits-enfants adoptèrent petit à petit la langue du nouveau pays. On compte aujourd'hui encore près de deux millions de personnes, dont le yiddish est la première langue (communautés de *haredim*, stricts observants de par le monde) ou qui le comprennent et le parlent encore, appris auprès des grands-parents ou parents. Mais bien peu savent le lire ou l'écrire, ils n'ont plus accès comme leurs anciens à notre riche littérature (sauf en traduction avec perte du *yiddisher tam*).

Tel est le paradoxe, ce peuple du Livre, pour qui lecture, écriture, études furent au centre de leurs activités, ces ashkénazes d'aujourd'hui acceptent pour un très grand nombre d'être analphabètes, illettrés dans leur propre langue.

Bella Chagall dans son livre : « *Brenedike likht* » (*Lumières allumées*)\* évoque son *zeyde*, son grand-père :

Mayn alter zeyde hot geshryen oyf der mamen, farvos men lernt mir rusish, farvos nemt men nisht beser a gutn melamed, vos zol mir lernen yidish

מיין אלטער זידע האט געשרייען אויף דער מאמען, פארוואס מען לערנט מיך רוסיש, פארוואס נעמט מיך נישט בעסער און גוטן מלמד, וואס זאל מיך לערנען אידיש.

Mon vieux grand-père s'énervait après maman, parce qu'on voulait m'enseigner le russe au lieu de prendre un bon précepteur qui m'enseignerait le yiddish.

Il s'agissait bien pour cette enfant dont le yiddish était langue maternelle d'apprendre le *alef-beys*, lire et écrire le yiddish ! En cela, oui, langue populaire, dès le début. Avec elle, je dis : *lernt zikh yidish* ! Apprenez le yiddish ! Ne restez pas analphabète dans notre *mame-loshn* !

Un lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidish-vinkl...

Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin yiddish. ■

\* **Bella Chagall**, *Lumières allumées*, Éd. Mercure de France, 2015, *postface de Marc Chagall*, trad. du yiddish par *Ida Chagall*, 336 p., 21,80 €

יידיש? יידיש!